



I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Siège social : 51, rue Saint-Georges – 75009 PARIS  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024

## I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Siège social : 51, rue Saint-Georges – 75009 PARIS  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED),

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement **d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 11 septembre 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri  
Le 11 sept. 2025

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Djamel Zahri'.

doc\_aK4  
tx\_JAvDProDnBOd

Djamel ZAHRI

Associé

# Plaquette annuelle

## I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Exercice clos le 31/12/2024

### **I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT**

51 Rue Saint-Georges  
75009 PARIS

**Exercice clos le 31/12/2024**

### **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et  
de Commissariat aux Comptes  
au capital de 2 297 184 €  
inscrite au tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile France et membre  
de la Compagnie régionale de Versailles  
RCS Nanterre B 632 013 843  
29 Rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	23 178 796	1 944 634	21 234 162	12 961 364
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	4 979 729		4 979 729	5 200 979
<b>Total II</b>	<b>28 158 524</b>	<b>1 944 634</b>	<b>26 213 890</b>	<b>18 162 343</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>28 158 524</b>	<b>1 944 634</b>	<b>26 213 890</b>	<b>18 162 343</b>
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	533 392	533 392
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-254 537	-267 184
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>42 789</b>	<b>12 648</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>321 644</b>	<b>278 855</b>
<b>Total I</b>	<b>321 644</b>	<b>278 855</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	3 906 656	3 320 635
<b>Total II</b>	<b>3 906 656</b>	<b>3 320 635</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		31
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 328 811	2 722 330
Autres dettes	11 060 996	9 808 465
Produits constatés d'avance	7 595 783	929 935
<b>Total IV</b>	<b>21 985 590</b>	<b>13 460 760</b>
Ecarts de conversion passif (V)		1 102 093
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>26 213 890</b>	<b>18 162 343</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	16 602 677	
Dont à moins d'un an (a)	5 382 913	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	4 874 582	1 368 724
<i>Contributions financières</i>		1 763 283
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	11 281	9 401
Utilisation des fonds dédiés	1 511 547	4 204 698
Autres produits	1 134 004	3 447
<b>Total I</b>	<b>7 531 414</b>	<b>7 349 553</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	2 474 741	2 604 224
Aides financières	3 631 449	4 324 019
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 622	358 933
Reports en fonds dédiés	1 463 811	103 787
Autres charges	189	40
<b>Total II</b>	<b>7 577 812</b>	<b>7 391 003</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-46 398</b>	<b>-41 450</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	88 095	89 752
Différences positives de change	26 283	49 516
<b>Total III</b>	<b>114 378</b>	<b>139 268</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Différences négatives de change	12 543	78 258
<b>Total IV</b>	<b>12 543</b>	<b>78 258</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>101 836</b>	<b>61 009</b>

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	42 789	12 648
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	7 645 793	7 488 821
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	7 603 004	7 476 173
EXCEDENT OU DEFICIT	42 789	12 648

**Règles et méthodes comptables**

Désignation de l'association : I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 26 213 890 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 42 789 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/07/2025 par les dirigeants de l'association.

**Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre**

---

L'association a pour objet de soutenir et accompagner l'entrepreneuriat en Afrique, dans le respect des dispositions légales, des valeurs et de l'éthique du développement responsable et durable partagée par ses membres. Elle peut fournir, dans le cadre de ces appuis à des petites et moyennes entreprises en Afrique, un apport technique, humain ou financier, des prestations de services, ainsi que des contributions à l'amélioration de leur environnement juridique économique et institutionnel.

L'association peut accorder des concours financiers à d'autres organisations ou à des entreprises, collectivités ou personnes physiques.

**Règles générales**

---

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

**Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Opérations en devises**

---

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

**Faits caractéristiques****Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable**

---

Les principaux faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- Le 10 janvier 2024, le Conseil d'Administration a ratifié le contrat de subvention du programme CATAL1.5°T. Le programme CATAL1ST a commencé en mars 2024.
- Le 26 mars 2024, le Conseil d'Administration a constaté la démission de Monsieur Jean-Michel Severino comme Président et a désigné Monsieur Sébastien Boyé comme Président et Monsieur Jérémy Hajdenberg comme Administrateur.
- En date du 16 octobre 2024, le contrat dénommé « FARM » signé entre l'Association IPED et PROPARCO pour programme d'un montant total de 4 millions d'euros.
- Le 23 septembre 2024, le Conseil d'Administration a constaté la démission de Monsieur Alexis Thirouin comme Trésorier et a désigné Madame Laetitia Latreille comme Trésorière.
- Le siège social a été transféré au 51 rue Saint-Georges à Paris 9ème à partir du 14 octobre 2024.
- Le programme d'IPAT a été clôturé fin août 2024. Un reliquat de 3K€ non utilisé sera restitué au bailleur sur l'exercice 2025. À noter que le dernier audit IPAT n'a soulevé aucune réserve.
- La fin du programme MCF a été décalée de fin décembre 2024 à fin février 2025.
- Programme IPAS : il n'y a pas eu de financement avance amorçage sur l'exercice 2024. En juillet 2024, un nouveau avenant (Avenant N°3) a été signé afin d'intégrer un nouveau co-bénéficiaire.

**Autres éléments significatifs**

---

Le programme FARM a été signé en octobre 2024, son lancement opérationnel n'a eu lieu qu'au début de l'exercice 2025.

Signature d'un nouveau programme intitulé WE4A prévu fin septembre 2025 entre IPED et la GIZ. Il s'agit d'un programme d'accélération dédié aux femmes entrepreneures de l'économie verte, déployé dans 4 pays d'Afrique, pour un budget de 3,5 M€.

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 23 178 796 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	23 178 796	11 449 922	11 728 874
Charges constatées d'avance			
Total	23 178 796	11 449 922	11 728 874
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances se composent principalement des subventions à recevoir et des avances remboursables accordées aux entreprises partenaires dans le cadre des conventions de financement.

Une dépréciation est appliquée sur les créances sur les entreprises à qui l'association a versé des avances dans le cadre de subvention avec les bailleurs. Cela n'a pas d'impact sur le résultat de l'Association puisque le risque de non recouvrement est pris en charge par les bailleurs sauf pour le programme USAID pour lequel il n'y a pas de fonds dédié.  
Par conséquent, ce risque pris en charge par le bailleur diminue la dette que l'Association a envers le Bailleur.

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs AAR	79 665
Banque - Intérêts courus à recevoir	76 956
Total	156 621

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	533 392				533 392
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	-267 184	12 648			-254 537
Excédent ou déficit de l'exercice	12 648	-12 648	42 789		42 789
<b>Situation nette</b>	<b>278 855</b>		<b>42 789</b>		<b>321 644</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>278 855</b>		<b>42 789</b>		<b>321 644</b>

## Notes sur le bilan

**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 21 985 590 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 328 811	3 328 811		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	11 060 996	116 591	10 944 405	
Produits constatés d'avance	7 595 783	1 937 511	5 658 272	
<b>Total</b>	<b>21 985 590</b>	<b>5 382 913</b>	<b>16 602 677</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les dettes se composent principalement des enveloppes de financement d'amorçage à réaliser dans le cadre des subventions.

**Comptes de régularisation****Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance - IPDE	475 420		
Produits constatés d'avance - RDC U	229 271		
Produits constatés d'avance - GIZ	5 470 834		
Produits constatés d'avance - FARM	1 420 258		
<b>Total</b>	<b>7 595 783</b>		

Les produits constatés d'avance correspondent à la quote-part des subventions pour les prochains exercices.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire  
Honoraire de certification des comptes : 3 798 Euro  
Honoraire des autres services : 0 Euro

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		42 789
IPAS		41 739
USAID		1 019
GIZ		31
Part du résultat sur gestion conventionnée		42 789
Part du résultat sur gestion libre		

L'excédent de 41 739 € du programme IPAS correspond aux produits du livret, qui reviennent à l'IPED.